



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

6 sur 10 !

Des résultats d'élections municipales attendus et un premier constat, les abstentionnistes sont majoritaires et rejettent la classe politique, quelle qu'elle soit.

Des maires de grandes villes élus avec 15 à 20% des inscrits, comme d'ailleurs le Président de la République au 1^{er} tour de la présidentielle.

Une volonté profonde de changement pour ceux qui sont allés voter et qui ont renvoyé « dans leurs 22 mètres », bon nombre de maires sortants.

Un « désamour » considérable pour les candidats soutenus par le Président de la République contrairement à ce qu'il s'était passé après la présidentielle pour les députés.

Une certitude, peu d'expressions sur la politique sociale et particulièrement sur le positionnement de ces élus concernant la contre-réforme des retraites, la loi sur l'assurance chômage, les plans de licenciements annoncés, les attaques répétées contre le code du travail, la loi de financement de la sécurité sociale ; leur avis sur le Ségur de la santé et la poursuite de la disparition de lits d'hôpitaux et de personnels hospitaliers, la revalorisation et la reconnaissance des métiers de « première et seconde ligne » dans la lutte contre le covid-19 et l'évolution des salaires de tous ces secteurs.

Le Président de la République est déjà pressé de passer à autre chose et surfe sur la vague électorale d'hier pour accepter toutes les mesures préconisées par la convention citoyenne à l'exception de deux ou trois et notamment celle de la taxation des dividendes versés aux actionnaires.

Écologie mais l'économie n'est jamais bien loin. Et comme l'ont déjà déclaré des maires élus voulant rassurer un patronat inquiet dans certaines grandes villes : « l'écologie n'est pas l'ennemie de l'économie », même quand celle-ci détruit les emplois et ferme les entreprises en s'appuyant sur la « loi d'urgence qui n'a rien de sanitaire ».

Déclaration du Président ou pas, les actions se poursuivent dans le monde du travail et les jeunes se rebellent un peu partout en manifestant et en montrant leurs désaccords sur la « loi d'urgence » et son cortège de « couvre-feu ».

Jamais depuis l'élection du Président de la République il n'y aura eu autant de « mouvements » d'une importance jamais égalée. Les gilets jaunes qui

revendiquaient la prise en compte d'une société plus juste, plus humaine, aidant les plus démunis, les plus précaires. Puis, les organisations syndicales indépendantes qui affirmaient avec force pendant des mois leur opposition à la réforme des retraites puis à la destruction de l'assurance chômage.

Depuis des années les personnels hospitaliers se mobilisaient, faisaient grève, quels que soient les gouvernements pour dire que notre système de santé et la casse de l'hôpital, des EHPAD et de la santé privée nous conduisaient droit dans le mur.

Il aura fallu cette crise sanitaire pour que nous ayons l'impression que les choses allaient bouger mais pourquoi alors ces personnels hospitaliers manifestent-ils encore demain ?

Ils se rendent compte encore une fois que les annonces faites en termes d'enveloppe budgétaire ne suffiront pas à revaloriser les salaires dans le cadre des revendications qu'ils portent depuis des années. Ils se rendent compte que les annonces de fermeture de lits sont toujours présentes dans le même temps où les recrutements sont loin d'être réalisés et qu'ils auront toujours toutes les peines du monde à faire face aux vagues d'hospitalisation liées aux épidémies ou à toutes les pathologies liées à la non prise en charge de ceux qui ont souffert pendant des mois et qui arrivent aujourd'hui dans tous les services.

Demain 30 juin, après le 16 juin, les personnels hospitaliers appellent à faire grève et à manifester. Ils le font sur des revendications claires et qui les conduisent à ne se faire aucune illusion sur la prise en compte de ces dernières par le gouvernement, leur ministre et les directeurs généraux des grands services hospitaliers. Ceux-là même qui, au cours des années passées, ont fermé les hôpitaux, les services, les lits et ont baissé drastiquement les effectifs au nom de l'amélioration de la productivité.

L'URIF FO était dans la rue le 16 juin avec les personnels hospitaliers sur des revendications justes. Elle demande à ses structures syndicales en Île-de-France, de les soutenir en participant aux manifestations organisées sur des revendications claires s'opposant à la stratégie de flou du gouvernement et de non prise en compte de ces revendications. Nous serons donc aux côtés des personnels soignants dans la **manifestation du 30 juin qui partira à 13 heures de l'hôpital Cochin, passant par Montparnasse pour se rendre à Ségur au ministère de la santé.**

L'URIF FO, comme elle l'a fait le 16 juin dans son rassemblement place de la République, rappelle qu'elle s'oppose, en manifestant avec les hospitaliers, à la volonté du Président de la République de poursuivre sa réforme des retraites et la mise en œuvre d'un régime universel par points comme à la réforme de l'assurance chômage.

L'engagement de l'URIF FO est celui qui conduit à lutter contre la casse du code du travail et des statuts, notamment des personnels hospitaliers, mais également à la destruction de tous les services publics.

L'engagement de l'URIF FO conduit à soutenir tous ceux dont le gouvernement a dit qu'ils constituaient la deuxième ligne : éboueurs, nettoyage, livreurs, caissières et personnels des commerces de proximité, les territoriaux quelles que soient leurs fonctions, les enseignants lourdement mis à contribution, les fonctionnaires d'une façon générale, mais aussi tous les personnels de la sécurité sociale s'opposant à la casse de celle-ci et de son soi-disant déficit occasionné dans la période par l'exécutif, ceux de Pôle Emploi, des banques, les avocats et bien d'autres qui ont permis aux Français de vivre.

Notre engagement dans les manifestations, c'est pour que les salaires augmentent, pour que les statuts et conventions collectives soient respectés et améliorés, que les conditions de travail soient améliorées et les métiers valorisés.

Mais nous devons aussi être très claires sur nos revendications :

- Retrait de la réforme des retraites et de l'assurance chômage.
- Arrêt de toutes les attaques contre le code du travail.
- Pas un licenciement.
- Pas une fermeture de site.
- Nationalisation de tous les secteurs nous permettant de retrouver nos capacités de production dans le domaine des médicaments et de tous les matériels servant à la protection des salariés.
- Relocalisation de tous les secteurs qui contribuent à la réindustrialisation de notre pays.
- Augmentation générale des salaires.

Mardi 30 juin – Pas d'hésitation nous y serons !

Pendant cette période de congés, continuons à nous mobiliser et à accompagner toutes les actions qui seront engagées dans tous les secteurs pour préparer les grèves et les manifestations que nous vivrons à la rentrée.

Notre URIF FO y est prête et le fera !

Paris, le 29 juin 2020